

SEG TAABA

Numéro 14 du 29 octobre 2001

Éditorial

Dans le contexte de décentralisation en Afrique sahélienne, le rôle et la place de des organisations dites de la « société civile » dans le processus de développement est de plus en plus valorisé.

Si le terme suscite encore moult débats, les initiatives sur le terrain prouvent si besoin est que la dynamique de participation des populations est enclenchée. La participation de la société civile est le thème de ce Seg Taaba. Au vu de l'expérience de l'UGPM au Sénégal et de OMAES au Mali, tous les espoirs sont permis

Bonne lecture!!!!

Zoom Sur: L'UGPM, une organisation paysanne pour le développement local

Située dans la région de Thiès au Sénégal, Méckhé est une zone essentiellement agricole (agriculture et élevage) frappée par une baisse croissante de la pluviométrie et une dégradation de l'environnement. La chute des rendements agricoles a été un élément constant, durant ces dernières décennies, malgré les importants efforts consentis.

La tendance est à des exploitations familiale de plus en plus petites, sur des sols de moins en moins fertiles, avec des actifs de moins en moins occupés. Pour la majorité des ménages agricoles, les productions commercialisées et auto consommées ne permettent pas d'assurer plus de six mois de subsistance. Plus de la moitié de ces familles vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Une des conséquences immédiates de cette situation est le départ des bras valides vers les centres urbains et même vers l'extérieur. Cet exode rural a provoqué un déséquilibre dans la nature de la composition de la famille et même dans le système de production.

En 1985, des groupements villageois désireux de trouver des solutions durables à leurs problèmes se concertent avec le soutien de la FONGS et créent l'Union des Groupements Paysans de Méckhé (UGPM).

La première phase de la vie de l'UGPM est marquée par la conduite d'activités sectorielles axées sur les questions communes aux populations de la zone. Il

s'agit de développer des stratégies locales pour une meilleure gestion des ressources naturelles. Des champs collectifs, des banques de céréales et de semences sont mises sur pied. Mais l'UGPM met aussi l'accent sur la formation aux techniques de planification et de production.

L'UGPM a mis en place un programme agro-écologique soutenu par la FONGS, Frères des Hommes (Italie) et l'Union Européenne, en mettant l'accent sur la mise en place d'un système de financement autogéré.

Afin d'améliorer les conditions de vie de ses membres, l'UGPM a défini 4 axes stratégiques d'intervention. Le programme gestion des ressources naturelles est orienté vers la régénération naturelle assistée, le reboisement, la plantation de haies vives de protection contre la salinisation et l'épandage de fumure organique.

Dans le domaine agricole, il s'agit de renforcer l'intégration agriculture/élevage avec un accent particulier sur le volet fertilisation organique. L'UGPM initie également une recherche sur l'adaptabilité des variétés de semences en milieu paysan et transfert de technologie. Vingt producteurs de semences ont été certifiés pour un objectif de 234 000 kg sur 3 ans. En vue de limiter les pertes de production post-récolte, il est prévu d'équiper 30 familles de silos métalliques pour la conservation des céréales. Des appuis en matériel sont également

programmés pour corriger le déséquilibre dans certaines exploitations.

Dans le cadre des stratégies alimentaires, l'UGPM appuie la mise en place d'unités de transformation pour alléger les travaux des femmes. Dans une optique de régulation du marché, elle met à la disposition des groupements membres les denrées de premières nécessités. L'UGPM achète en gros les aliments et les vend à crédit aux groupements qui gèrent des boutiques villageoises.

Du point de vue économique, l'UGPM a favorisé le développement de 78 caisses d'épargne et de crédit ayant mobilisées 30 millions de FCFA d'épargne, sur la base d'un fonds de refinancement de 25 millions de FCFA, de la SIDI. En décembre 1999, une Coopérative Rurale d'Épargne et de Crédit (CREC) est mise en place et aujourd'hui 55 caisses de base ont bénéficié d'un refinancement de la CREC.

Le quatrième axe est le renforcement institutionnel de l'UGPM, des organisations de base et des exploitations familiales. Cela se fait à travers le suivi et l'évaluation des activités, la formation, la communication et la capitalisation des expériences, la traduction en langues locales des documents de

gestion et l'alphabétisation des populations. L'UGPM dispose d'une équipe de 17 animateurs paysans bénévoles pour le suivi et l'appui des groupements paysans.

Aujourd'hui, l'UGPM est en pleine maturation. Elle compte plus d'une soixantaine de groupements mixtes qui regroupent environ 4 300 membres dont 2700 femmes. Elle intervient dans 4 communautés rurales et une commune rurale : Méouane, Koul, Mérina Dahkar, Ndande et Commune de Meckhé. L'UGPM est une organisation paysanne fortement impliquée au près des collectivités locales. C'est un membre actif des cellules de concertation de la région de Thiès et représente un modèle de participation d'une organisation professionnelle dans la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement local.

Contact : Samba Mbaye
UGPM BP 43 Meckhé
Tél 955 51 13 Fax 955 52 86
E-mail ugpm@sentoo.sn

Compte rendu: Plate forme pour la décentralisation au Sénégal

L'organisation d'une plate-forme nationale sur la décentralisation est une initiative découlant de l'atelier sous régional organisé par ENDA et IIED en juillet 2001. Cet atelier a mis en évidence la nécessité de coordonner les actions de l'ensemble des intervenants sur la décentralisation et de favoriser des rencontres et dialogues autour des politiques mises en œuvre.

C'est dans ce cadre que s'est tenue une journée de réflexion le 5 novembre à Dakar, à l'initiative de ENDA, IIED et la FRAO, pour définir les objectifs et les étapes de constitution de la plate forme. La plate-forme nationale de la décentralisation est avant tout un instrument de dialogue politique et d'échanges d'expériences. L'objectif de la plate-forme est de mettre en place un espace de concertation sur la décentralisation regroupant toutes les catégories d'acteurs. En effet, les objectifs économique et politique de la décentralisation ne seront atteints que par les synergies qui doivent se développer entre l'État, les

bailleurs, les organisations de la société civile et le secteur privé.

Ces différentes composantes devront définir leur coresponsabilité vis-à-vis des objectifs de la décentralisation et s'engager à promouvoir l'implication la plus large possible des populations. Les acteurs seront également amenés à réfléchir sur les types d'interventions qui pourront promouvoir l'accès des populations généralement marginalisées aux instances de décision de la décentralisation.

Il s'agit donc pour le comité de suivi de la plate forme de favoriser l'adhésion des différents acteurs afin de déboucher sur la création d'une commission nationale de concertation à la décentralisation qui permettent à tous de s'exprimer sur le processus.

Coordination ENDA Dialogues Politiques
BP 7329 Dakar
Tél: 00 221 825 53 47
Email: tadahou@hotmail.co

Agenda: En cours au Burkina et au Mali

Réussir la décentralisation au Burkina

Les activités du programme Réussir la Décentralisation au Burkina sont lancées. La Coordination Nationale composée du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier « GRAF » et de la Commission Nationale de la Décentralisation « CND » propose un agenda.

Ainsi, le 29 octobre, aura lieu une rencontre entre la Coordination et les responsables des groupes thématiques. Cette séance de travail devrait marquer le début des activités des GT. L'étude sur le guide des conventions locales sera lancée au début du mois de novembre.

Une série de soirées thématiques est prévue d'ici la fin de l'année 2001: Le 2 novembre, à la salle de réunion du PNGT, sur le thème de la régionalisation; le vendredi 23 novembre, à Bobo-dioulasso SNV ou PDRI/HKM, sur le thème de la communalisation rurale; le vendredi 14 décembre, à Koudougou FIL DANIDA sur les CVGT; le mardi 18 décembre, aura lieu la 2^{ème} rencontre Coordination / GT.

Contact: Zéneb Touré

Acfed@fasonet.bf ou Graf@liptinfor.bf

Lancement du PREDAS au Sénégal

Le Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) a mis en place un important programme régional de Promotion des Énergies Domestiques et Alternatives au Sahel (PREDAS). L'objectif de ce programme est que les acteurs publics, non gouvernementaux des états membres du CILSS soient en mesure d'organiser de façon professionnelle et concertée, l'approvisionnement durable et l'utilisation rationnelle des énergies domestiques dans une perspective de réduction de la pauvreté et de la protection de l'environnement. Il s'agit de susciter la synergie entre les différents acteurs.

Au Sénégal, le processus de mise en place de l'équipe technique est en cours ainsi que l'identification des axes d'interventions du programme au niveau national. C'est dans cette optique que se tiendra les 8 et 9 novembre 2001 à Dakar un atelier de démarrage des activités et de définition des modalités de collaboration.

Contact: Ibrahima Niang

Direction de l'Énergie

Tél: 00 221 842 70 00

Actu-Mali: Nouvelles du programme réussir la décentralisation

Étude sur les plans de développement communaux

Le groupe planification communale a pu finaliser sa proposition qui a été acceptée par les autres points focaux thématiques, la coordination nationale et l'IIED. L'idée centrale est d'examiner les plans de développement communaux de 45 collectivités territoriales (comprenant 42 Communes et 3 Cercles) de la Région de Koulikoro. Les Cercles concernés sont Koulikoro,

Banamba et Dioila. Il s'agit de voir dans quelle mesure lesdits plans tiennent compte des intérêts dits "stratégiques" de la GRN. L'hypothèse est que les décideurs communaux ne tiennent pas du tout/pas suffisamment compte des enjeux stratégiques de la GRN. L'étude documentaire sera complétée par des visites sur site dans 6 Communes. Puis les résultats obtenus seront restitués, discutés et amendés avec tous les conseillers communaux intéressés au cours de trois ateliers de restitution à raison d'un atelier par

Cercle. Le rapport final est prévu en fin décembre 2001.

Atelier National du Mali

Le prochain atelier national du Mali est prévu les 10 et 11 janvier 2002 en vue de la préparation de la réunion IIED-DANIDA-ASDI à Dakar. Outre les représentant(e)s de l'IIED, les points focaux nationaux y sont invités. L'atelier national se penchera sur les thèmes suivants :

- État d'avancement des activités dans les groupes focaux
- Fonctionnement des groupes focaux
- Espace pour les groupes focaux de se concerter et travailler éventuellement sur des problématiques précises

-Conclusions et recommandations.

Guide sur les recherches en GRN et décentralisation

Le Point Focal national est en train de finaliser une étude sur un guide devant faciliter la diffusion et porter à la connaissance des décideurs (cas du Mali), les résultats des recherches en GRN et décentralisation. Les réactions de tous les membres du réseau sur le rapport provisoire qui sera diffusé par email seront les bienvenues.

Nouvelles rassemblées par le CEK-Kala Saba:

BP 9014, Bamako,

Tél. : 23 84 12, Fax : 23 84 13 Email :

cek@spider.toolnet.org

A suivre: PRSC, pour une société civile efficace au Mali

L'instauration de la démocratie et le respect de ses principes est un précepte fondamental pour les acteurs de la société civile. Le maintien des conditions requises pour l'application des principes démocratiques n'est pas le monopole du pouvoir ni des partis politiques, ce sont des responsabilités partagées. Elles interpellent aussi les citoyens pris individuellement mais encore plus ceux regroupés au sein d'organisations.

Ainsi la société civile doit-elle être et se comporter comme un partenaire à part entière de l'État, pour que chaque entité puisse en ce qui le concerne jouer pleinement son rôle dans l'exercice de la démocratie et de l'État de droit. Dans ce contexte, Il n'y a pas de rapport hiérarchique ni de tutelle et cela doit être accepté par tous.

La société civile doit prendre l'initiative de s'impliquer dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales de développement. Elle doit anticiper et être prête à agir non seulement dans les phases de conception mais aussi de mise en œuvre. Elle doit apporter des points de vue et défendre des positions dans l'unique intérêt des citoyens.

C'est cette vision qui soutend le Programme de Renforcement de la Culture Démocratique des Organisations de la Société Civile au Mali (PRSC)

mise en œuvre par l'Oeuvre Malienne d'Aide à l'Enfance au Sahel (OMAES). L'objectif du PRSC est d'amener les fédérations, groupements et ONG à représenter efficacement les intérêts de la société civile au niveau local, régional et national ; de favoriser les regroupements des organisations de la société civile engagées dans l'influence des politiques nationales de développement et des lois ; de renforcer les compétences des Organisations de la Société Civile dans l'influence des décisions publiques et d'organiser des rencontres de travail et de réflexion pour bâtir les fondements d'un cadre de concertation viable et durable dans lequel se retrouveront toutes les entités typologiques de la société civile et qui valablement pourra représenter et défendre ses positions.

La stratégie préconisée par le programme pour conduire le processus de définition et de constitution de la société civile malienne autour des programmes et politiques nationales de développement a été présentée dans ses grandes lignes. Ainsi, on peut retenir les grandes étapes suivantes :

Autour d'un document de référence sur les rôles et responsabilités de la Société Civile au Mali, un atelier de réflexion a eu lieu en juillet 2001 avec un noyau d'organisations représentatives des différents secteurs de développement.

Les propositions issues de cet atelier de réflexion ont été restituées au niveau de la société civile des régions de Ségou, Sikasso, Mopti, et Koulikoro en vue de recueillir leurs réactions, avis et propositions/suggestions. 281 personnes dont 40 femmes ont participé aux ateliers de Bamako, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti. Ainsi, les différentes rencontres ont enregistré la participation de plus de 130 organisations de la société civile, des personnes ressources et des institutions publiques (assemblée régionale, conseil de cercle, chambres consulaires, etc..)

Les synthèses des ateliers régionaux sont soumises au niveau de l'atelier national de validation en vue de dégager des axes stratégiques et des positions de la société civile par rapport aux différents Programmes et politiques nationaux de développement

Concept en Bref: La société civile

La société civile! Voilà un concept très usité dont la définition reste encore problématique. Elle peut être conçue comme l'ensemble des institutions librement constituées indépendantes du pouvoir politique et de l'administration publique et dont l'ambition n'est pas la conquête ou l'exercice du pouvoir. Il n'en demeure pas moins que la société civile renvoie à dynamique collective où s'élabore des mécanismes de participation citoyenne que parfois la structuration administrative et politique ne permet pas. Si l'on peut admettre qu'elle ne cherche pas le pouvoir, la société civile n'en est pas moins un contre pouvoir de taille dont le rôle dans nos sociétés en devenir est de plus en plus prépondérant.

On peut retenir, par ailleurs, qu'après un an d'activités, le PRSC a reçu quarante neuf (49) projets des 4 régions concernées par le programme et du district de Bamako. Trente huit(38) de ces projets ont été recommandés et ont bénéficié de financement à la date du 31 juillet 2001. Ces projets touchent des domaines variées comme la GRN, la prévention de conflits, etc.... Toutes ces activités ont bien entendu comme fil conducteur le renforcement de la société civile.

Contact:
Oumar Dembélé
Omaesa@malinet.ml

Dans la toile: Bourses de IDS pour la promotion de la participation

L'Institut des Études sur le Développement (IDS) de l'Université de Sussex offre pour la première fois des bourses d'études pour un programme de six semaines à Brighton. Du mois d'avril au mois de mai 2002, 8 praticiens en provenance des pays du sud engagés dans la promotion de la participation des citoyens auront l'occasion de partager leurs expériences et de les documenter. Les détails de cette offre sont sur le site de IDS. Vous y trouverez également la présentation de tout le catalogue de formation de cette institution de référence en matière d'études et de recherches sur le développement.

<http://www.ids.ac.uk/ids/particip/>

Ce bulletin est le vôtre, partagez vos expériences !
IIED Sahel, Point E rue 6 X A, BP 5579 Dakar Sénégal
Email: iiedsen@sentoo.sn ou awafba@sentoo.sn